

*Le budget*

• (1805)

Grâce à ces mesures, madame la Présidente, les dépenses de programmes augmenteront d'un peu moins de 3 p. 100 l'an, ce qui est bien inférieur au taux d'inflation. Les mesures prises dans ce Budget nous replacent sur la trajectoire du déficit exposée dans le Budget de l'an dernier, de 1989, et réduisent le déficit prévu pour 1990-1991 à 28,5 milliards de dollars.

[Traduction]

D'ici 1994-95, nous prévoyons que le déficit diminuera davantage, pour descendre à 10 milliards de dollars. L'excédent de fonctionnement atteindra 31 milliards de dollars, et les dépenses de programmes tomberont à 14,2 p. 100 du revenu national. Le fardeau de la dette sera réduit, alors que la dette nationale sera réduite par rapport au revenu national, et nous commencerons à rembourser nos obligations et bons du Trésor.

En bref, nous retrouverons la marge de manoeuvre dont nous avons besoin pour faire des choix réels au sujet du pays que nous voulons léguer aux générations futures et nous pourrons le faire dans une conjoncture de baisse de l'inflation, de réduction des taux d'intérêt, d'une forte croissance économique et de la création d'un plus grand nombre d'emplois et de nouvelles possibilités dans toutes les régions du pays.

Les mesures prises dans le budget montrent que nous sommes disposés à travailler avec acharnement pour atteindre nos objectifs. Si nous maintenons notre détermination, nous en sortirons gagnants grâce à la baisse de l'inflation et au renforcement de l'économie. J'invite tous les députés de cette Chambre à se joindre au gouvernement dans cette lutte pour l'avenir—non seulement le nôtre, mais celui des générations futures.

**M. Samson:** Madame la Présidente, j'ai écouté très attentivement le discours incroyable du député d'en face. Je me demande parfois si nous parlons du même sujet.

Le gouvernement a prétendu ne pas avoir décrété de nouvelles hausses des impôts dans son budget et le ministre a eu droit à une ronde d'applaudissements quand il a fait cette déclaration. Au cas où cela leur aurait échappé, je rappelle aux députés d'en face que c'est bel et bien une hausse d'impôt que devront payer les anciens combattants puisqu'ils déboursent 6 \$ de plus par jour pour les soins de santé. Je ne sais comment ils appellent ça. Une hausse du prix des soins de santé est une hausse d'impôt puisque c'est une augmentation du coût d'un service qu'ils doivent payer. Tous les écrans de fumée du monde n'y changeront rien. Nos anciens combattants, qui ont défendu notre pays, ne méritent pas une telle giflette de la part du gouvernement qui devrait avoir honte même d'y avoir pensé.

Je voudrais que le député m'explique une chose. Les ministériels prétendent qu'il n'y a pas de hausses des impôts. Pourtant, cela ne les empêche pas d'annoncer que des paiements de transfert de l'ordre d'un milliard de dollars seront supprimés cette année. Et les transferts seront réduits de 1,5 milliard de dollars l'an prochain. Hier soir, nous avons entendu le ministre des Finances nous dire que les provinces ne devraient avoir aucun mal à recouvrer cet argent sans augmenter leurs impôts.

Le ministre des Finances a réponse à tout. Il doit sûrement avoir un plan, une réponse. Pourrait-il nous dire où les provinces vont trouver 1 milliard et 1,5 milliard de dollars sans augmenter les impôts de qui que ce soit? Je voudrais que le député d'en face, qui vient de parler, nous explique comment elles vont s'y prendre. Je voudrais bien entendre sa réponse.

**M. Loiseau:** Madame la Présidente, je voudrais rappeler au député que, qu'il le veuille ou non, il n'y avait aucune augmentation d'impôt dans le budget. Nous avons plutôt réduit nos dépenses et nous n'avons pas à rougir de cela. Ces réductions sont nécessaires, car il faut s'attaquer à ce problème pressant, si nous voulons pouvoir continuer à aider les anciens combattants et les autres personnes dont nous nous occupons.

C'est justement ce que nos collègues d'en face n'ont pas réussi à faire. Ils nous ont laissé une situation bien difficile. Ils se sont moqués du problème de l'endettement. Ils n'y ont attaché aucune importance lorsqu'ils étaient au pouvoir et c'est pourquoi nous nous trouvons dans cette situation difficile à l'heure actuelle. Nous tentons d'y remédier et nous y parvenons peu à peu.

• (1810)

En ce qui a trait à l'autre question soulevée par le député, la réduction de un milliard de dollars des paiements de transfert aux provinces, le gouvernement prend bien soin, depuis cinq ans, de maintenir ses dépenses le plus bas possible, de les réduire. On nous accuse très souvent d'en faire trop à cet égard. En moyenne, nous avons réussi à limiter la croissance de nos dépenses à 3,5 p. 100 environ.

**M. Samson:** Comment se fait-il que le déficit ait augmenté?

**M. Loiseau:** Le déficit a augmenté parce que nous avons dû payer des intérêts sur la dette et que nous n'avions pas l'argent pour le faire. Nos vis-à-vis ne comprendront jamais cela. Lorsque la dette d'un pays s'élève à 200 milliards de dollars, on doit verser en frais d'intérêt 22 milliards de dollars par année et ce, sans même toucher à la dette. Nous n'avions pas l'argent nécessaire. Nous accumulons un déficit de fonctionnement de 16 milliards de dollars. Nous ne pouvons faire marcher la planche à billets. Il faut trouver l'argent voulu quelque part. Or, nous avons réussi un redressement de 25 mil-